

USA : la voix sur IP profitera-t-elle aux criminels?

Hybride entre la téléphonie et Internet, la voix sur IP n'est pas sujette aux mêmes règles de marché que la téléphonie, ce qui pourrait faciliter certaines dérives mafieuses, voire limiter la lutte contre la criminalité.

C'est tout du moins l'avis émis devant le Sénat américain par Laura Parsky, *Deputy Assistant Attorney General* de l'US Justice Department. En réalité, ce qui semble gêner le plus les autorités américaines provient moins des risques de dérive criminelle que de leur incapacité technologique à détourner et espionner les outils de nouvelle génération. On sait par exemple que malgré le programme Echelon, la CIA peine à contrôler, ou tout du moins à enregistrer, toutes les données qui peuvent transiter entre Internet et les réseaux sans fil. Ce que Laura Parsky recherche, c'est donc un appui politique auprès du Sénat afin d'obtenir les budgets pour écouter les conversations sur IP, au même titre qu'elle peut le faire en direct sur la téléphonie fixe, ou par requête auprès des opérateurs mobiles qui stockent les conversations beaucoup plus longtemps que la loi ne les y oblige ! Oncle Sam à l'écoute du monde moderne?